

Communication relative aux modalités pratiques attachées au régime d'autorisation générale et à l'attribution de ressources en numérotation et en fréquences

Préambule

Conformément aux orientations énoncées dans les "*Lignes directrices relatives au cadre juridique applicable entre le 25 juillet 2003 et l'adoption des textes de transposition des directives relatives aux communications électroniques*" publiées par l'ART et la Ministre déléguée à l'industrie le 17 juillet 2003, l'Autorité entend préciser, par le présent document, les modalités pratiques attachées au régime transitoire, dont l'objectif est d'appliquer un système déclaratif relatif au régime d'autorisation générale. Ce régime a vocation à s'appliquer jusqu'à l'adoption de la loi relative aux communications électroniques ou de tout texte transposant certaines dispositions des directives précitées.

Le présent document est destiné à s'appliquer aux entités souhaitant développer des activités similaires à celles mentionnées aux articles L. 33-1 et L. 34-1 du code des postes et télécommunications. A cet égard, l'ensemble des autorisations délivrées avant le 25 juillet 2003 sur le fondement des articles précités continuent à produire leurs effets dans la limite de leur conformité avec les directives communautaires.

Dans une première partie, l'Autorité précise donc les modalités pratiques d'application du régime déclaratif, dont le principe général consiste, pour les entités qui souhaitent développer les activités autorisées actuellement au titre des articles L. 33-1 et L. 34-1, à se déclarer auprès de l'Autorité. Celle-ci délivre, en retour, un récépissé de déclaration permettant aux entités qui se sont déclarées de se prévaloir de leurs droits.

Dans une seconde partie, le présent document est l'occasion pour l'Autorité de rappeler que le régime d'autorisation générale ne s'applique pas à l'attribution des ressources en fréquences et en numérotation qui continue à faire l'objet d'une autorisation individuelle. La directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (ci-après directive "autorisation"), prévoit en effet que l'attribution des ressources en fréquences et en numérotation peut faire l'objet d'une autorisation individuelle et être soumise au paiement d'une redevance. Le fait de poursuivre la pratique existante est donc compatible avec les objectifs de la directive. L'Autorité présentera donc *in fine* les différentes modalités de saisine de l'Autorité dans le cadre d'une demande de ressources en numérotation ou en fréquences.

Statut juridique du présent document :

Le présent document n'a pas de caractère réglementaire et n'introduit pas de modification de l'état actuel du droit. Les opérateurs sont tenus, par ailleurs, de respecter le droit commun applicable aux activités économiques.

L'adoption de ces modalités pratiques attachées au régime de l'autorisation générale et aux attributions de ressources en numérotation et en fréquences ne prive pas l'Autorité de régulation des télécommunications de sa liberté d'appréciation. Elle conserve la possibilité de s'écarter des orientations définies, soit pour des motifs d'intérêt général, soit pour tenir compte de circonstances particulières ; dans les deux cas, elle s'efforcera d'en exposer précisément les raisons.

En tout état de cause, le présent document, dont l'objectif est de mettre en place, dans un souci de bonne administration, un régime transitoire conforme aux objectifs des directives communautaires relatives aux communications électroniques jusqu'à leur transposition, ne préjuge en aucune manière du contenu des dispositions qui seront issues de l'examen par le Parlement du projet de loi sur les communications électroniques.

1 - Le régime général déclaratif

1.1 - La déclaration

1.1.1 - Les entités amenées à se déclarer

L'application du régime déclaratif répond à deux situations :

- Les entités souhaitant développer des activités présentées dans le préambule doivent se déclarer auprès de l'Autorité (en particulier les activités correspondant à celles autorisées au titre des articles L. 33-1 et L. 34-1 du code des postes et télécommunications).

- Pour les opérateurs autorisés sous le cadre précédent : l'ensemble des autorisations délivrées avant le 25 juillet 2003 sur le fondement des articles précités continuent à produire leurs effets dans la limite de leur conformité avec les directives communautaires. Ces opérateurs sont par conséquent dispensés de se déclarer auprès de l'Autorité.

En tout état de cause, toute modification de l'activité et/ou de la zone de couverture géographique d'un arrêté d'autorisation individuelle ou d'une autorisation générale relevant du système déclaratif doit faire l'objet d'une déclaration auprès de l'Autorité de Régulation des télécommunications conformément au présent document.

Cette déclaration permet à l'entité de commencer son activité sous réserve, le cas échéant, de l'obtention séparée d'une ressource en numérotation ou en fréquences.

1.1.2 - Forme et contenu de la déclaration

La déclaration doit être rédigée en français, et envoyée, en un exemplaire, par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Autorité de régulation des télécommunications.

La déclaration doit permettre d'identifier le demandeur, d'évaluer la nature, les caractéristiques du réseau et/ou du service téléphonique, et en particulier la zone de couverture du réseau et/ou du service téléphonique, afin de déterminer la base de la facturation de la taxe annuelle de contrôle et de gestion. Enfin, la déclaration doit indiquer la date prévue pour le lancement de l'activité.

Le détail des informations attendues par l'Autorité dans la déclaration est développé de manière précise dans un [formulaire type de déclaration](#) joint en annexe.

L'Autorité de Régulation des Télécommunications invitera, le cas échéant, l'opérateur à compléter le contenu de sa déclaration lorsque celle-ci ne lui permet pas d'identifier clairement le demandeur, d'évaluer la nature, les caractéristiques et la zone de couverture géographique du réseau et/ou du service téléphonique ou de dater le lancement de son activité.

Mise à jour des informations contenues dans la déclaration

L'opérateur communique à l'Autorité de régulation des télécommunications, dans les meilleurs délais, toute modification de l'un des éléments figurant dans la déclaration (changement de nom, changement d'adresse, modification de la zone de couverture...).

En particulier, l'opérateur déclare auprès de l'Autorité de Régulation des Télécommunications, le cas échéant, la fin de ses activités lorsqu'elle intervient.

Les opérateurs déjà autorisés se conforment à cette disposition.

Utilisation des données et demande d'informations complémentaires

L'Autorité se réserve la possibilité d'utiliser à des fins publiques les informations contenues dans la déclaration ne relevant pas des secrets protégés par la loi, notamment le secret des affaires.

1.2 - Le récépissé de déclaration

L'Autorité de régulation des télécommunications adresse aux entités qui ont effectué une déclaration complète un récépissé de déclaration qui leur permet de se prévaloir de leurs droits.

Ce document permettra à ses bénéficiaires de justifier auprès de leurs interlocuteurs qu'ils ont satisfait à la formalité de la déclaration, ainsi que de leur qualité d'opérateur de télécommunications. Dès lors, l'opérateur sera en mesure de se prévaloir de ses droits et tenu de respecter les obligations qui s'attachent à la qualité d'opérateur.

1.3 - Droits et obligations applicables

L'ensemble des opérateurs exploitant des réseaux ouverts au public ou fournissant des services de communications électroniques au public, qu'ils bénéficient d'une autorisation individuelle ou qu'ils relèvent du régime d'autorisation générale, se voit appliquer de manière non discriminatoire les mêmes droits et obligations, à l'exception de dispositions spécifiques découlant de la qualité particulière de l'opérateur (opérateur puissant...) ou attachées à certaines ressources en numérotation ou en fréquences (préfixe E, fréquences BLR, fréquences mobiles...).

Le régime de droits et obligations appliqué durant la période transitoire couverte par le présent document correspond à l'actuel régime de droits et obligations attaché aux autorisations fondées sur les articles L. 33-1 et L. 34-1 du code des postes et télécommunications dans la limite de sa conformité avec les dispositions des directives communautaires. La liste des droits et obligations sera précisée lors de l'élaboration d'un décret d'application de la loi relative aux communications électroniques lorsqu'elle sera adoptée.

En tout état de cause, les dispositions du cadre réglementaire actuel, qui ne sont pas remises en cause par l'application directe des directives communautaires précitées à compter du 25 juillet 2003, continuent à s'appliquer. Il en va en particulier ainsi des dispositions relatives aux redevances de mise à disposition de ressources en numérotation et en fréquences, ou des contraintes techniques et réglementaires relatives à la protection de l'intérêt général, de la santé et de la sécurité des personnes.

2 - Modalités de demande d'une ressource en numérotation ou en fréquences.

Conformément à la directive "autorisation", l'attribution d'une ressource en numérotation ou en fréquences continue à faire l'objet d'une décision individuelle par l'Autorité de régulation des télécommunications.

Ainsi lorsqu'un opérateur dont l'activité relève du régime déclaratif souhaite demander des ressources en numérotation ou en fréquences, il doit justifier, dans le cadre de

sa demande, de sa qualité d'opérateur en fournissant le récépissé de déclaration ou la référence de son arrêté d'autorisation. Il doit fournir un dossier de demande contenant les informations suivantes :

. S'agissant de la constitution d'un dossier de demande d'une ressource en numérotation, le demandeur devra s'appuyer sur les règles de gestion du plan national de numérotation (décision n°98-75 du 3 février 1998).

. S'agissant d'une ressource en fréquences, l'opérateur fournit les mêmes éléments que ceux qui composaient le type de dossier en vigueur avant le 25 juillet 2003, complétés par un certain nombre d'éléments pertinents permettant notamment à l'Autorité de veiller à ce que le demandeur dispose d'une capacité technique et financière suffisante pour faire face durablement aux conditions d'utilisation des ressources demandées. En outre, lorsque des interfaces radio normalisées seront mises en œuvre, le demandeur précisera également dans le dossier de demande les références des normes correspondantes.

Pour les activités ne relevant pas du régime déclaratif, l'attribution de ressources en numérotation ou en fréquences demeure soumise au régime en vigueur avant le 25 juillet 2003.

Par ailleurs, l'Autorité entend attirer l'attention sur les conditions d'attribution et le régime de droits et obligations spécifiques applicables aux ressources rares, en raison des contraintes techniques inhérentes à leur disponibilité. L'ensemble des dispositions actuelles relatives à ces ressources rares est compatible avec la directive " autorisation " et est donc appliqué de la même manière depuis le 25 juillet 2003. A cet égard, les obligations spécifiques imposées aux opérateurs ayant obtenu des fréquences à l'issue d'un appel à candidatures, restent applicables au delà du 25 juillet 2003. Les opérateurs qui bénéficieraient, selon les mêmes procédures, de telles ressources dans l'avenir, se verraient appliquer le régime de droits et obligations correspondant, dans le respect de l'équité concurrentielle.